



La ministre des Armées,
Florence Parly, devant des
militaires en octobre 2017.

PHOTO PASCAL BASTIEN

Dans «Valeurs actuelles», des gradés fort droitiers

Plusieurs signataires de la tribune publiée par l'hebdo d'extrême droite n'en sont pas à leur coup d'essai. Certains sont connus pour leur engagement au Rassemblement national.

C'est un quarteron de généraux en retraite qui semblent tentés par l'idée de faire bégayer l'histoire. Mercredi, sur le site de *Valeurs actuelles*, vingt généraux, accompagnés d'une «centaine de haut gradés et plus d'un millier d'autres militaires» ont appelé le Président à mettre en place leur programme politique au risque de provoquer «une explosion et l'intervention de nos camarades d'active», dans une «guerre civile» dont ils dessinent une lecture très ethnique. Pas étonnant de la part de généraux aux profils très droitiers. Cette «lettre ouverte» ne vient pas tout à fait de nulle part. Elle a été mise en

ligne initialement sur un obscur site nommé «Place d'armes», par le non moins obscur capitaine Jean-Pierre Fabre-Bernadac. Entre un billet de blog encensant l'ethnodifférentialiste Bernard Lugan et un entretien avec le racialement Alain de Benoist, trône le fameux texte rédigé par ses soins et mis en ligne le 14 avril. Au-delà de la «défense du patriotisme» que met en avant l'hebdo d'extrême droite, le capitaine retraité appelle donc surtout à défendre le pays contre «l'islamisme et les hordes de banlieue» et contre «un certain antiracisme [...] indigéniste et décolonial» qui souhaiterait rien de moins que «la guerre raciale».

Aréopage extrême droitier. Ancien de la gendarmerie mobile et de l'armée de Terre, Fabre-Bernadac a été un temps le responsable du DPS, le très musclé service d'ordre du Front national, entre 1993 et 1994 selon *l'Essor de la gendarmerie*. L'homme est aussi romancier de seconde zone à ses heures per-

dues. Il n'en a pas moins réussi à entraîner avec sa lettre ouverte tout un aréopage extrême droitier. Car derrière les galons se cachent aussi d'authentiques militants politiques aux idées très marquées. Ce sont tout d'abord les plus connus, et habitués de ce type de démarche en contradiction avec leur devoir de réserve: le général de deuxième section (retraité du service actif mais qui peut encore être rappelé) Antoine Martinez et son homologue Christian Piquemal – radié en 2016 pour son activisme. Le premier est pourtant tout aussi prosélyte et est même candidat déclaré pour la présidentielle de 2022 avec un programme fait de préférence nationale et de réponses supposées aux principaux problèmes de la France que seraient «l'immigration extra-européenne de peuplement» et «l'islamisation» qui nous mènerait tout droit à une «libanisation du pays». En 2019, agitant le spectre d'une «cinquième colonne» jihadiste dans l'armée, l'homme s'interrogeait sur le

nombre de «soldats français musulmans qui effectuent chaque année le pèlerinage à La Mecque. Dans quel état d'esprit rejoignent-ils leur unité après avoir scandé avec des dizaines, des centaines de milliers de pèlerins ces prières de haine contre les non-musulmans?»

Martinez est surtout le leader des Volontaires pour la France (VPF), un groupuscule d'anciens militaires persuadés que le pays s'effondre sous les coups de boutoir de «l'islam [et de] l'oligarchie financière apatride». Pas assez virulent au goût de certains de ses membres, VPF a connu une scission entre 2017 et 2018. Sans renier l'idéologie du groupe d'origine, des éléments radicaux ont fondé des cellules clandestines à visée terroriste sous la bannière «Action des forces opérationnelles» (AFO) qui sera démantelée par un coup de filet de la DGSI à l'été 2018, alors qu'ils préparaient des attentats contre des musulmans.

Quant à Christian Piquemal, il a été général au sein de la Légion étrangère et s'était fait connaître en février 2016 pour sa participation à une manif interdite organisée par l'éphémère branche française du mouvement islamophobe allemand Pegida à Calais. Désormais, il officie en tant que membre du «Conseil national de la résistance européenne» (CNRE) fondé par le promoteur de la théorie raciale et complotiste du «grand remplacement» Renaud Camus. Également président du «Cercle des patriotes souverainistes», site où les rares contenus publics oscillent entre racisme et conspirationnisme, Piquemal cosigne à l'occasion des textes pour le CNRE avec Martinez.

Accents martiaux. Les deux hommes sont également signataires d'une lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron pour s'opposer à «l'effacement de nos repères civilisationnels» qu'aurait entraîné la signature du pacte de Marrakech, texte de coopération internationale sur les questions migratoires adopté par l'ONU en 2018. Sur fond de complotisme et à l'unisson du récit créé par Génération identitaire, ils y voyaient la matérialisation de la conspiration des élites mondiales organisant la substitution organisée des peuples «de souche» européens par des migrants venus d'Afrique. Parmi les autres officiers ayant paraphé le pamphlet, on trouvait déjà les généraux retraités André Coustou, Daniel Grosmaire et Roland Dubois qui cosignent avec Piquemal et Martinez l'appel lancé le 21 avril, date marquant les 60 ans du putsch d'Alger, dans *Valeurs actuelles*.

Des radicaux qui ont été rejoints pour l'occasion par d'autres généraux, qui sont aussi des membres, élus ou anciens candidats du Rassemblement national. C'est d'abord le général François Gaubert, conseiller régional Occitanie élu en 2015 sur la liste de Louis Aliot. Mais aussi Norbert de Cacqueray, candidat, ainsi que sa femme, aux municipales à Vannes (Morbihan), aux dernières municipales et membre d'une grande et ancienne famille qui compte aussi dans ses rangs l'abbé intégriste Régis de Cacqueray-Valmènier ou le leader du groupuscule violent héritier du GUD «Zouaves Paris», Marc de Cacqueray-Valmènier. Ou encore Eric Champoiseau, figure lepéniste en Gironde et candidat sur la liste aux élections municipales de 2014 et 2020 à Libourne.

Un dernier général complète la liste de ces gradés politisés: Emmanuel de Richouffitz. Un temps pressenti pour mener la liste RN aux municipales 2020 au Grau-du-Roi, l'homme avait finalement rejoint une liste locale du parti de Nicolas Dupont-Aignan, Debout la France, faute d'avoir pu constituer une liste lepéniste. Cette tribune aux accents martiaux n'a pas été sans déplaire à Marine Le Pen qui a salué les signataires, les appelant à la «rejoindre dans la bataille pour la France». Du moins ceux qui n'ont pas déjà rejoint ses troupes.

MAXIME MACÉ et PIERRE PLOTTU